

Lento, pero avanzado

Autor(en): **Santiago Vera, Cecilia**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[96] (2008)**

Heft 1523

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-284951>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Cecilia Santiago Vera est fondatrice et membre active du collectif IK. Depuis une dizaine d'années, au travers des activités du collectif, elle apporte son soutien aux mouvements de mobilisation pour la libération des prisonniers-ères politiques dans l'Etat mexicain du Chiapas. Elle a organisé différents séminaires traitant de la situation des femmes détenues et rend fréquemment visite aux prisonnières de la prison de San Cristobal de las Casas. Elle a activement participé au mouvement de soutien lors de la grève de la faim qui a eu lieu entre février et avril 2008 dans les prisons chiapanèques.

Interview.

L'émilie: Comment les femmes s'organisent-elles à l'intérieur de la prison?

Cecilia Santiago Vera: Ici, à San Cristobal de las Casas, dans le Cereso 5, elles ont beaucoup de difficultés à s'organiser parce qu'elles sont peu nombreuses et qu'à l'extérieur, elles n'ont pas eu l'expérience de s'organiser. C'est uniquement à l'église, au travers de la religion, qu'elles peuvent se rapprocher. Il est clair que la fonction des gardiennes est de séparer, diviser, punir, frapper, pour qu'elles n'aient rien en commun. Une organisation de femmes qui luttent pour leurs droits politiques, leurs droits humains ou pour dénoncer leur emprisonnement injustifié ne peut donc pas se créer facilement. Enormément de femmes sont incarcérées de manière injustifiée et certaines sont des prisonnières politiques.

Comment définissez-vous le terme de prisonnière politique?

Par exemple, dans le cas de Delia, il est difficile de dire clairement qu'elle est prisonnière politique, car elle est accusée de séquestration qui est un délit de droit commun. Cependant, en étudiant toutes les inégalités qu'il y a eu lors de sa défense, il est possible de dire qu'elle est prisonnière d'un système politique qui ne permet pas aux femmes une défense juste. En utilisant cette définition, énormément de femmes pourraient être considérées comme prisonnières politiques. Dans certain cas, comme celui des femmes prisonnières suite aux mouvements de répression de mai 2006 à Atenco (voir encadré), il est clair qu'elles sont prisonnières politiques. C'est la police et l'Etat qui sont responsables des violations, des mauvais traitements ainsi que des emprisonnements injustifiés. Les femmes peuvent difficilement se revendiquer elles-mêmes prisonnières politiques. Elles ont besoin de beaucoup de soutien autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Si Delia a pu faire cette démarche, c'est parce qu'elle avait une relation très proche avec la Voz del Amate (1), sinon ceci aurait été impossible.

Comment les femmes intègrent-elles les mouvements sociaux à l'intérieur de la prison?

Dans le cas d'Amapola, toute sa famille, son époux, ses enfants, son beau-frère étaient détenus dans la prison de Playa de Catasaja. Elle était détenue dans le Cereso 5 de San Cristobal parce que c'est l'unique prison de toute la région nord du Chiapas qui a une annexe pour les femmes. Amapola a pris contact avec le mouvement de la Voz de los Llanos (1) par elle-même. C'est une femme qui a beaucoup de détermination et qui est décidée. Amapola ne se revendiquait pas comme prisonnière politique jusqu'à ce que commence la grève de la faim, puis ça c'est fait de manière évidente. Elle a pris conscience de l'importance de s'organiser pour visibiliser sa situation. Elle savait qu'il y avait le mouvement de grève de la faim des compagnons de la Voz de los Llanos, mais elle l'a commencé seulement quand sa famille s'y est jointe. Le plus difficile pour elle, c'est qu'elle était seule, elle était séparée physiquement des prisonniers politiques qui étaient en grève; alors elle allait souvent à l'église. Ses efforts et ses souffrances ont été récompensés parce qu'elle a été libérée le 30 mars après avoir passé deux ans en prison.

Dans le cas de Delia, qui est détenue dans la prison del Amate, la situation est un peu différente. Elle fait partie du mouvement de la Voz del Amate depuis plus d'une année. Bien que Delia soit diabétique, elle a décidé de faire partie de la grève de la faim. Elle a subi à plusieurs reprises les harcèlements du médecin del Amate qui voulait qu'elle se retire de la grève.

Au total, deux femmes seulement ont pris part à la grève de la faim, pourquoi?

Se revendiquer prisonnière politique fait partie d'un processus personnel. Cela dépend également où se trouve la personne, dans une prison où il y a un mouvement social ou pas. Il faut comprendre qu'Amapola et Delia sont des exceptions au vu des conditions à l'intérieur de la prison. C'est vraiment étonnant que ces deux femmes, avec le contexte de division qui règne dans la prison, décident de faire seules une grève de la faim. Les autres femmes disaient qu'elles ne voulaient pas prendre de risque. Les femmes détenues pensent très souvent que si elles se revendiquent comme prisonnières politiques, elles vont rencontrer davantage d'obstacles lorsqu'elles entreprennent des démarches juridiques.

(1) La Voz de los Llanos et la Voz del Amate sont deux associations de prisonniers-ères politiques chiapanèques créées afin de dénoncer les injustices dont ils-elles sont victimes et de faire respecter leurs droits au sein de l'établissement carcéral.